

intérêts régionaux et industriels. Par ailleurs, il est devenu évident qu'un accord équilibré et équitable ne peut être conclu si tous les intéressés insistent pour que toutes leurs demandes soient satisfaites. Les difficultés qui ont amené la présente décision du Canada sont le meilleur indice de la nécessité de remplacer un accord intérimaire général sans arrangement institutionnel par un accord global permanent qui lie toutes les questions et prévoit des mécanismes efficaces d'interprétation et de règlement des différends.

L'ambassadeur Cadieux a été autorisé à reprendre les négociations; il a pris contact avec le négociateur américain, l'ambassadeur Cutler, et les deux ont convenu que la suspension de l'accord intérimaire ne doit ni ne devrait nuire à leurs négociations qui, comme vous l'aurez constaté dans les rapports communs publiés en octobre et en mars, ont jeté les bases d'un accord global. Ainsi, dans un échange de lettres que nous rendons public, les deux négociateurs ont convenu de reprendre leurs discussions sur l'accord à long terme. Ils ont prévu pour les 19 et 20 juin la première d'une série de réunions qui doivent déboucher dans les meilleurs délais sur des recommandations relatives à un accord global.

-----

Ci-joint, copie des documents déposés à la Chambre des Communes par le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures.